

Ville de Villeneuve d'Ascq

Décision



Objet : utilisation de locaux scolaires de l'école B.Vian par Larc Ensemble

N° : VA_DEC2021_67
Service : Affaires scolaires

Nous, Gérard CAUDRON, Maire de Villeneuve d'Ascq, agissant en cette qualité,

Vu la délibération VA_DEL2020_61 du 5 juillet 2020 donnant délégation dans les domaines énumérés à l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

décidons

De passer avec l'Association LARC ENSEMBLE une convention d'occupation à titre gratuit des locaux de l'école élémentaire B.VIAN (salles 2.28 et 2.29 du second étage et sanitaires RDC)

La présente convention est consentie pour les périodes suivantes :

- Vacances scolaires d'hiver et printemps 2021 du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30

Exclusivement en vue des activités suivantes :

- Mise en place d'un accueil de loisirs enfance pour les enfants âgés de 6 à 11 ans.

Fait à Villeneuve d'Ascq
le jeudi 18 février 2021

Le Maire,
Gérard CAUDRON

ID télétransmission : 059-215900930018-20210101-178661A-AU-1-1
Date AR Préfecture : mardi 2 mars 2021

CONVENTION D'UTILISATION DES LOCAUX SCOLAIRES
PAR DES ASSOCIATIONS OU DES PARTICULIERS – ANNEE 2020/2021

Entre les soussignés :

La commune de Villeneuve d'Ascq ayant son siège social place Salvador Allende à Villeneuve d'Ascq, représentée par Monsieur Gérard CAUDRON, en sa qualité de Maire, agissant en vertu de la délibération n° VA_DEL2020_61 du 5 juillet 2020 donnant délégation dans les domaines énumérés à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la décision n° VA_DEL2021_67 en date du 18 février 2021 et conformément à l'article L 212-15 du Code de l'Education.

Ci-après dénommée « le propriétaire »

L'école Elémentaire Boris Vian, représentée par sa directrice, Madame GALLOIS Marielle.

ET

Ci-après dénommée « l'occupant »

L'association Larc Ensemble, régie par la loi 1901, enregistrée à la préfecture sous le n° W59500446, ayant son siège social au 47 rue corneille, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ et représentée par son Président, Monsieur TUAL Gérard.

Article 1 – Objet

La ville de Villeneuve d'Ascq met à disposition de l'association les locaux scolaires désignés ci-dessous :

L'école élémentaire Boris Vian rue Corneille quartier de la poste au second étage de l'école salle ;

- La salle 2.28
- La salle 2.29
- Bloc sanitaire 7 et 8 en rez-de-chaussée
- Accès exclusivement par la grille extérieure
- Utilisation de l'ascenseur exclusivement du côté des salles mises à disposition en cas de présence d'un enfant porteur de handicap

Article 2 – Durée

La présente mise à disposition est consentie pour la période :

- Vacances scolaires d'hiver et printemps 2021

Exclusivement en vue des activités suivantes :

- Mise en place d'un accueil de loisirs enfance pour les enfants âgés de 6 à 11 ans.

Article 3 – Jours/heures d'occupation

L'association occupera les locaux de la manière suivante :

- Durant les vacances scolaires de 8h à 17h30 du lundi au vendredi.
Hôtel de Ville - BP 80089 - 59652 Villeneuve d'Ascq Cedex
Tél. : 03 20 43 50 50 - www.villeneuedascq.fr

Toute demande de changement de créneaux horaires ou de jour d'occupation du local mis à disposition devra se faire impérativement par écrit auprès de la Ville, via le service des affaires scolaires et éducatives au minimum 10 jours avant la date d'occupation souhaitée.

L'association ne pourra, dans ce cas, occuper les locaux qu'à réception d'une réponse écrite favorable de la Ville. Il ne sera pas nécessaire de prendre un avenant à la présente convention.

Article 4 – Loyer

Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux. Elle constitue un avantage en nature dont l'estimation financière sera communiquée par la Ville, et devra figurer dans les budgets de l'association au titre des aides supplétives accordées par la collectivité.

Article 5 – Capacité d'accueil

Les effectifs accueillis simultanément s'élèvent au maximum à 50 personnes.

Article 6 – Obligations de l'occupant

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de législation, de la réglementation et des prescriptions administratives en vigueur, de l'ordre public, de l'hygiène, et dans un esprit de cohabitation harmonieuse avec l'environnement et le voisinage.

Dés lors, l'occupant est tenu d'assurer une jouissance paisible des lieux et ne pas nuire à la tranquillité et / ou à la sécurité d'autrui.

Les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles courantes à la réalisation de l'objet de la présente convention sans l'accord des parties, et le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.

L'occupant s'engage à occuper effectivement le local aux heures et jours indiqués à l'article 3. En cas de non utilisation constatée par la Ville, la présente convention sera résiliée immédiatement.

L'occupant s'engage à informer la Ville de tous changements dans les statuts de l'association (modification des membres, fusion, dissolution...).

L'occupant ne pourra apposer aucune enseigne extérieure sans l'accord de la Ville.

L'occupant assurera l'entretien des locaux utilisés ainsi que l'entretien des zones de circulation dévolues (escalier et couloir menant aux pièces) par ses propres moyens, ceci en lien avec la responsable du groupe scolaire et la directrice de l'école afin d'éviter toute difficulté de cohabitation.

Aucune transformation ou amélioration des lieux ne pourra être décidée ou réalisée par l'occupant sans l'accord écrit du propriétaire. Par ailleurs, l'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait des travaux entrepris à son initiative.

L'occupant devra supporter tous travaux qui seraient exécutés sur la voie publique, dans les locaux mis à disposition ou dans les immeubles voisins par l'administration, alors même qu'il en résulterait une gêne pour lui.

La ville par l'intermédiaire d'un de ses représentants, pourra à tout moment, après en avoir avisé l'association, visiter les locaux mis à disposition.

L'occupant s'engage en outre :

- A signaler à la Ville, sous peine de voir sa responsabilité engagée, toutes dégradations susceptibles de mettre en péril l'état général des locaux et ce dès leur survenance.

- A assurer l'entretien des pièces mises à disposition par ses propres moyens et le stockage de matériel sous leur responsabilité dans l'une des 2 salles.
- A indemniser la Ville pour les dégâts matériels ou les pertes éventuellement constatées.
- A laisser les locaux propres et en bon état, et à les rendre indemnes de toutes réparations locatives.
- A signer et respecter le règlement intérieur en annexe.

En cas d'épidémie, ou plus largement de crise sanitaire, l'occupant s'engage à respecter et faire respecter sous sa responsabilité scrupuleusement les consignes d'hygiène et de sécurité durant l'utilisation des locaux. En outre, lorsque l'entretien normal des locaux est effectué par les agents municipaux, l'occupant doit respecter les mesures sanitaires notamment en jetant les débris de toute sorte y compris ceux pouvant être contaminant dans les poubelles, et plus largement en rangeant chaque objet à sa place de sorte à ne pas mettre en danger la santé des agents d'entretien. Si la ville constate un non-respect de ces obligations, l'occupant se verra retirer son autorisation d'utiliser les locaux.

Article 7 – Obligations de la ville

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'occupant reconnaît :

- Avoir souscrit une police d'assurance couvrant tout les dommages (responsabilité civile, incendie, vol, vandalisme, détériorations mobilières...) pouvant découler des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition et notamment à l'égard de ses intervenants, de ses participants, de la Ville et de tous les tiers en général.

Il fournira une attestation d'assurance à la Ville à la signature de la convention.

- Avoir pris connaissance et s'engager à appliquer les consignes de sécurité et, s'il y a lieu, le règlement intérieur.
- Savoir situer l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours...

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition l'occupant s'engage :

- A respecter et faire respecter les procédures d'évacuation et de secours.
- A en assurer la sécurité ainsi que celui des voies d'accès.
- A contrôler les entrées et sorties des participants aux activités faisant l'objet de la présente convention.
- A ne pas communiquer les codes des alarmes et à ne pas confier les clés du local à une personne étrangère à l'association. L'occupant sera responsable des badges et clefs remis.
En cas de perte, d'usure anormale ou de mauvais fonctionnement, l'occupant devra en informer la Ville le plus rapidement possible. En cas de perte, l'occupant prendra à sa charge les frais engagés pour faire refaire les clés et badge. Aucun canon ne pourra être changé sans accord préalable de la Ville et délivrance d'une clef.
- A faire respecter les règles de sécurité et le règlement s'il y a lieu, par les participants.
- A utiliser les locaux en bon père de famille, notamment en termes d'économie des fluides. En cas d'utilisation abusive, la Ville se réserve le droit de facturer à l'association le montant des consommations.

Article 9 – Cession et sous-location

La présente convention étant conclue intuitu personae, toute cession des droits en résultant ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite. Dès lors, il est strictement interdit à l'occupant de céder ou prêter le local temporairement ou pour une longue durée à une autre association et à tout tiers en général ne faisant pas partie de l'association ou n'intervenant pas pour son compte.

Article 10 – Avenant

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, excepté les changements de créneaux horaires ou de jours d'occupation mentionnés (voir article 3 de la présente convention).

Article 11 – Résiliation de la convention

La présente convention peut être dénoncée :

- Par la ville à tout moment et immédiatement en cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public ou à l'ordre public, et si les besoins des services nécessitent une reprise aux fins de réaffectation du lieu, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'utilisateur.
- Par la ville à tout moment si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans les conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention. Le non respect d'une seule clause prévue dans la présente convention est suffisant pour entraîner la résiliation immédiate de la convention.
- Par l'occupant, par commodité ou en cas de force majeure, dûment constatée à la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception, si possible dans un délai de 5 jours francs avant la date prévue de dénonciation de la présente convention.

Article 13 – Expiration de la convention

Tout litige concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait à VILLENEUVE D'ASCQ le 18 février 2021

Pour l'organisateur

Le responsable,

Monsieur Gérard TUAL

Pour l'école,

La Directrice,

Madame Marielle GALLOIS

Pour la commune de Villeneuve d'Ascq

Le Maire,

G. CAUDRON